

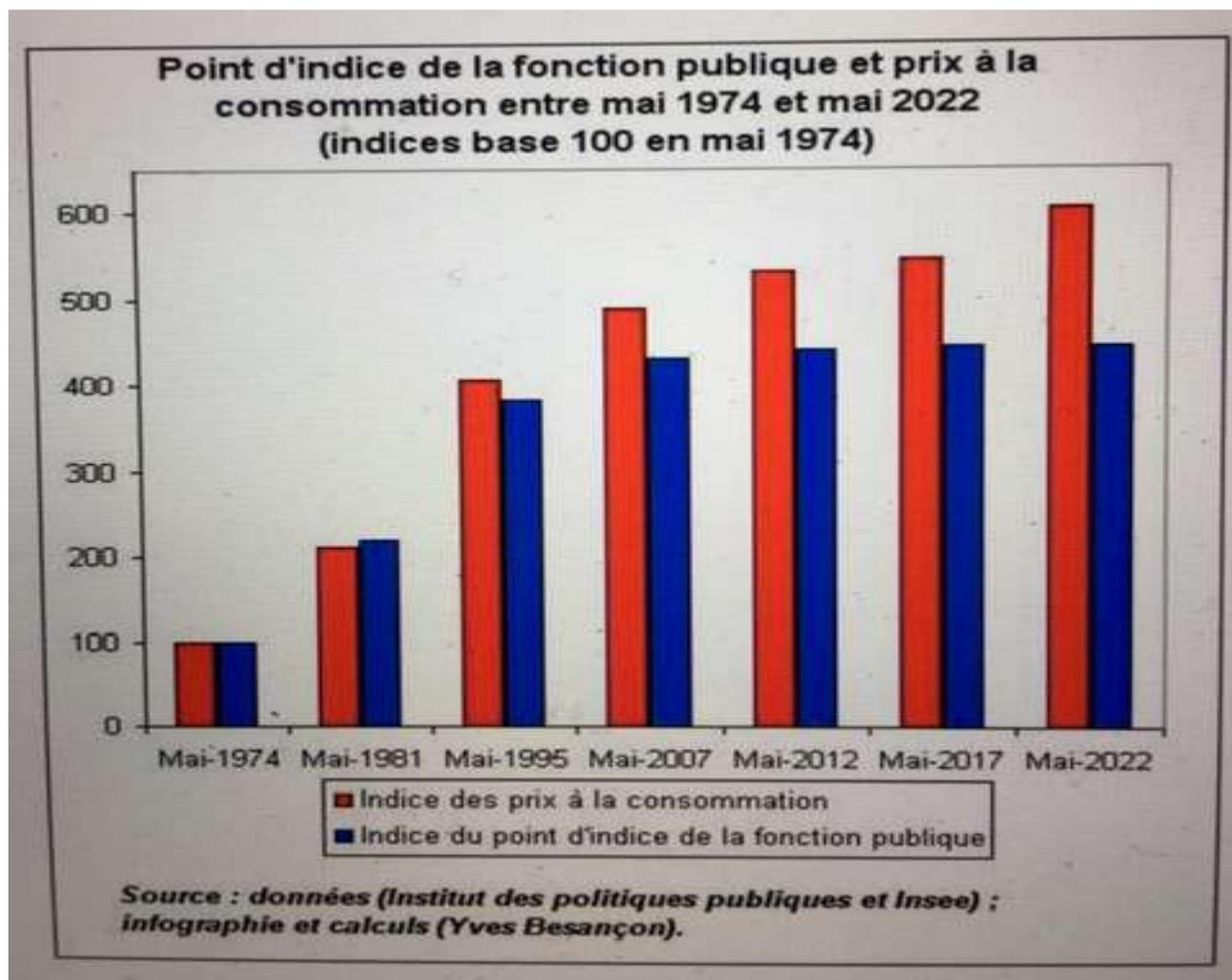
St Nazaire, le 25 août 2022



Foutage de gueule

Le ministre de la Transformation et de la Fonction publiques Stanislas Guerini parle d'un dégel « historique » du point d'indice qu'il va augmenter de 3.5% en juillet 2022, soit selon lui la plus haute revalorisation « en 37 ans ».

Or ce qui est historique, c'est l'inflation, la plus forte depuis effectivement 37 ans, puisqu'elle est de 5.8% en juin selon l'INSEE, et devrait être portée à 7% dès septembre. Avec 3.5% de dégel du point d'indice, le compte n'y est pas pour maintenir le pouvoir d'achat des agents.





Avec une inflation dépassant largement les 5 %, une perte de pouvoir d'achat de l'ordre de 15 % depuis l'année 2010, la revalorisation de 3,5 % de la valeur du point, consiste à poursuivre toujours et encore la paupérisation des agents publics. Après 12 ans de gel qui a permis à nos employeurs et à l'État d'économiser des milliards d'euros sur la masse salariale, ces 3,5% ne représentent que la moitié du taux d'inflation prévu pour la rentrée de septembre !

Aujourd'hui, le point d'indice est donc à 4,85 euros brut. S'il avait suivi l'augmentation de l'indice des prix sur les 20 dernières années (chiffres 2021), soit 33 %, il serait à minima à 5,75 euros soit un salaire de départ à 2 000 euros brut mensuels contre 1 600.

Le 29 septembre, la CGT appelle à une journée de grève et de mobilisation dans un cadre unitaire intersyndical, « pour les revendications suivantes » :

- **L'augmentation immédiate de 10% du point d'indice**
- **L'indexation du point d'indice sur la hausse des prix**
- **L'extension du Complément de Traitement Indiciaire (prime Ségur de 183 euros) pour tous les agent-es intervenant sur le secteur social et médico-social, et dans les métiers de l'enfance et de la petite enfance.**

Lors du Comité technique du 23 juin, le syndicat CGT des territoriaux de Saint-Nazaire et de la CARENE a obtenu le versement des 183 € aux agents des résidences autonomes avec effet rétroactif au 1^{er} avril.

La CGT entend faire du 29 septembre un temps fort dans la construction du rapport de force nécessaire pour faire reculer Macron sur sa politique antisociale.

